

LES GRANDS PROBLEMES DU CONGRES DE PARIS

M. LEON BOURGEOIS EXPOSE ICI A NOS LECTEURS LE PROJET QUI SERVIRA DE BASE AUX ALLIES POUR L'ETABLISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

**POUR QU'ELLE SOIT ADMISE
UNE NATION DEVRA D'ABORD
ÊTRE DÉMOCRATIQUE**

**TOUT ÉTAT QUI TROUBLERA
LA PAIX PAR LA VIOLENCE
DEVRA SE SOUMETTRE**

L'Allemagne sera châtiée et ne pourra faire partie de la ligue que lorsqu'une révolution morale et non pas seulement une révolution politique l'aura transformée.

M. Clemenceau, président du Conseil, qui avait prié M. Léon Bourgeois de venir conférer avec lui, hier matin, lui a annoncé son intention de poser la question de la Société des Nations à la première séance de la Conférence internationale ; il demandera, à ce sujet, la constitution d'une commission d'études préparatoires.

Si la proposition est agréée, la France sera représentée, dans cette commission, par M. Léon Bourgeois.

Les titres de M. Léon Bourgeois au choix du gouvernement sont notoirement. N'est-il pas le président de l'Association française pour la Société des Nations ? L'autorité particulière de son opinion ne vient-elle pas de ce titre seul.

LA DOCTRINE DE SOLIDARITÉ

Parti, il y a vingt-cinq ans, de la doctrine de solidarité, l'éminent homme d'Etat devait en arriver à la conception moderne de la solidarité sociale, déterminant la collaboration des classes et la solidarité internationale, pour aboutir enfin à l'établissement d'une Société des Nations. Si, aujourd'hui, chacun peut volontiers rappeler l'origine française de cette grande idée, chimère d'hier, du moins pour beaucoup, et vérité de demain pour tous, c'est à M. Léon Bourgeois que nous le devons. Dans l'ordre social comme dans l'ordre international, l'idée et les moyens de l'appliquer lui appartiennent également. Président du Conseil, ministre, chef de la délégation française aux conférences de La Haye de 1899 et de 1907, il ne cessa de s'inspirer, dans son action, de la doctrine qui lui était chère. Selon le mot d'un des délégués étrangers, c'est grâce à la « présence décisive » de Léon Bourgeois que les conférences de La Haye furent jeter les premières bases de la future Société des Nations ; un code de droit international et, fait nouveau, le recours obligatoire à l'arbitrage international, institution à laquelle dès avant la guerre, on dut le règlement pacifique de trois graves conflits qui menacèrent successivement d'éclater entre de puissants Etats.

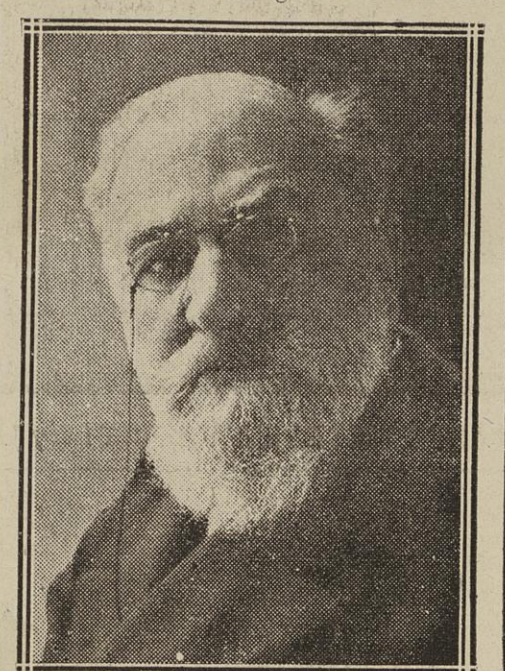
L'ASSOCIATION FRANÇAISE

POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Rappelons, enfin, la haute autorité qui s'attache à l'Association que préside M. Léon Bourgeois. Dans son comité figurent le cardinal Amette, MM. Lavis et Ribot, de l'Académie française, présidents d'honneur ; plusieurs autres anciens présidents du Conseil : MM. Barthou, Briand, Doumergue, Poincaré et Viviani ; d'anciens ministres : MM. Chéron, Doumer, Jean Dupuy, Hanotaux, Herriot, Millerand, Marcel Sembat, Albert Thomas ; les présidents du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine ; le général de Lacroix, ancien généralissime, et le vice-amiral Fournier, de l'Institut ; le grand rabbin de France ; Jules Cambon, ancien ambassadeur à Berlin, plénipotentiaire à la Conférence de la paix ; d'autres académiciens et membres de l'Institut : Adolphe Carnot, Ch. Richet, H. Lavédon, M. Prévost, Lyon-Caen ; des juristes et des professeurs de l'Université ; de grands industriels et des membres du Parlement, bref, « les représentants les plus éminents des élites intellectuelles et les

délégués les plus autorisés du monde du travail, sans distinction d'opinion, de croyance ou de parti », comme le dit le président de l'Association dans son discours inaugural.

Une telle association devait avoir à sa tête M. Léon Bourgeois. Je suis allé



M. LÉON BOURGEOIS

demandar au président quelle méthode y avait été adoptée en vue de la solution du grand problème qui nous occupe. Il a bien voulu nous faire les déclarations qu'on va lire :

UNE PIÈCE EN TROIS ACTES

Par la note que nous avons communiquée aux journaux, d'accord avec le président du Conseil, à la suite de son entretien avec le bureau de notre association, vous savez que M. Clemenceau nous a fait part de la résolution des Alliés d'inscrire l'établissement de la Société des Nations dans les préliminaires de la paix. Il fut convenu que nous mettrions d'accord avec les associations similaires des pays alliés, notamment avec celles d'Angleterre et des Etats-Unis.

« Afin de résoudre le grave problème dont la complexité n'est que trop évidente, nous avons adopté une méthode qui s'inspire des solutions. Il s'agit, pour ainsi dire, d'un projet de pièce en trois actes. Nous avons proposé à notre gouvernement :

1° De provoquer, avant l'ouverture des négociations de paix, une déclaration solennelle par laquelle les nations alliées, affirmant les principes de Justice et de Droit pour le triomphe desquels elles ont combattu, sont résolues à les appliquer dans le traité. Elles fixent, à cette fin, les conditions et les règles fondamentales de l'organisation d'une Société des Nations et s'engagent à les observer entre elles, dès maintenant et pour toujours ;

2° Elles imposent l'insertion dans le traité de paix des obligations auxquelles elles se soumettent elles-mêmes pour le maintien de la paix, notamment de l'arbitrage obligatoire et de la limitation des armements ;

3° Une conférence universelle devra être convoquée, aussitôt après le traité de paix, pour établir les mêmes règles entre tous les Etats appelés à faire par-

tie de la Société des Nations. Cette conférence statuera, après vérification des titres et des garanties présentés par les Etats, sur l'admission de chacun d'eux dans la Société des Nations.

« Telle est la marche qui nous apparaît comme la plus rationnelle pour aboutir à la réalisation de la Société destinée à assurer la victoire de la Justice et du Droit. Nous l'avons signifié dans notre appel : ce sont les peuples libres qui doivent fixer les bases inébranlables de l'édifice ; ce sont ceux qui ont combattu pour le Droit qui doivent d'abord, dans un esprit d'entière confiance mutuelle, en promulguer les règles, en déterminer les garanties et s'en imposer des maintenant à eux-mêmes les obligations. Il faut en arrêter les formules concrètes, et ne pas permettre à des nations sans bonne foi de chercher à reconstruire perfidement leur puissance de domination. Au reste, une organisation de cette nature achèverait de nouer d'une façon indissoluble le faisceau des Alliés. Au moment où s'engagent les négociations pour la paix, elle rendrait inébranlable l'unité de leurs diplomates.

LES CONDITIONS D'ADMISSION

« Mais quelles seraient les garanties de bonne foi qu'on exigerait des Etats, particulièrement de nos ennemis actuels, pour leur admission dans la Société des Nations ?

« Pour qu'une nation soit admise dans la Société des Nations, il faut, avant tout, qu'elle possède des institutions démocratiques qui la fassent pleinement maîtresse d'elle-même. Une nation qui obéit à un gouvernement responsable envers elle ne peut, en effet, contracter valablement. C'est là la garantie première de la bonne foi des participants de la Société internationale. Seuls, les peuples libres de disposer de leur sort peuvent s'engager mutuellement à ne pas recourir à la force, l'emploi de celle-ci devant être réservé exclusivement à la Société des Nations, comme sanction suprême, dans le cas où l'un des Etats associés résisterait à ses décisions, et dans celui où un Etat demeuré en dehors de la Société viendrait à troubler par la violence l'ordre international.

« Ces principes généraux déterminent d'eux-mêmes notre attitude envers les Etats qui ont provoqué le cataclysme mondial. La justice, ai-je dit devant

notre Association, veut que le coupable soit châtié et mis dans l'impossibilité de nuire. Outre les garanties d'ordre militaire qu'aura prescrites le traité de paix, outre la réalisation de toutes les réparations justement imposées, outre le châtiment des coupables de crimes contre toutes les lois humaines, il faudra qu'il s'accomplisse, en Allemagne, non seulement une révolution politique, mais une révolution morale : il faudra que change son âme même. Jusque-là, elle devra subir toutes les règles du contrôle international auxquelles auront volontairement consenti les autres nations.

EN VUE DES ETATS REBELLES

« Au cas où un Etat, faisant ou non partie de la Société internationale, refuserait de se soumettre à ces règles communes, troublerait la paix par la violence, par quel moyen l'obligerait-on à s'y soumettre ?

« Notre projet prévoit, à cette fin extrême, la constitution d'une force armée au service du pouvoir exerçant le contrôle international. Mais nous croyons que le besoin de son emploi ne pourrait se présenter que tout à fait exceptionnellement, pour ne pas dire jamais, car il est des sanctions de caractère pacifique, mais d'une efficacité telle qu'elles suffiraient, à elles seules, à imposer au récalcitrant le respect des décisions communes. D'abord, des mesures d'ordre diplomatique et juridique qui enfermeraient l'Etat dissident dans une solitude intolérable, par la mise en interdit de cet Etat et de ses ressortissants. Puis, des moyens d'action économiques : privation de matières premières, suspension des échanges, interruption des transports par terre et par mer, embargo sur les navires de commerce, blocus portuaire, tant d'autres de même ordre. Quel Etat, grand ou petit, pourrait y résister longtemps ?

« Et l'ancien président du Conseil conclut : « En définitive, plus on étudie le problème, plus l'institution de la Société des Nations apparaît comme la seule garantie de la paix universelle et de la paix sociale, puisque, imposant à tous le Droit et la Justice, elle doit susciter, par cela même, au sein de chaque nation, la généralisation des mesures de solidarité sociale.

E. HALPERINE-KAMINSKY.

LA CONFÉRENCE D'AUJOURD'HUI au ministère des Affaires étrangères

Rappelons que cet après-midi le dernier conseil de guerre interallié siégera au quai d'Orsay, et que la première séance de la Conférence internationale, proprement dite, aura lieu demain lundi.

« Au programme que nous avons déjà indiqué, il faudra ajouter la question suivante qui sera, peut-être, abordée aujourd'hui : la Russie sera-t-elle représentée à la Conférence de la paix ? Si les puissances se décident en faveur de l'affirmative, il faudra encore savoir par qui la Russie pourra être représentée. Tout rapport avec le gouvernement des Soviets étant impossible, choisira-t-on des délégués parmi les divers gouvernements russes qui sont fidèles à l'Entente ? Nommerez-vous une commission spéciale chargée de représenter les intérêts de la Russie ? Ou bien réservera-t-on cette délicate question afin de constituer plus tard la Ligue des Nations gardienne du traité de Tancien contre moscovite ? Ce sont des problèmes difficiles. Il ne semble pas que la solution soit encore en vue.

La délégation britannique

La composition de la délégation britannique est officiellement connue. Elle offre une particularité originale.

L'Angleterre, en qualité de grande puissance, a droit à cinq délégués. Les quatre premiers sont MM. Lloyd George, Balfour, Bonar Law et Barnes. Quant au cinquième délégué, il représentera les Dominions et possessions d'outre-mer. Comme il était impossible de trouver un représentant général des intérêts de pays aussi divers, le gouvernement britannique a pris la décision suivante.

Il a d'abord nommé un délégué pour chacune des grandes colonies. Ce sont : le général Botha, pour l'Afrique du Sud ; M. Borden, pour le Canada ; M. Hughes, pour l'Australie ; M. Massey, pour la Nouvelle-Zélande, et enfin le maharaja de Bikanir, pour les Indes. Chacun de ces délégués siégera alternativement à la Conférence.

L'arrivée des délégués

Sont arrivés hier : les délégués des Etats-Unis et de la République chinoise, débarqués, à Brest, du *George-Washington* ; le vicomte Chinda, ambassadeur du Japon à Londres, accompagné des attachés naval et militaire ; sir Sinha, sous-secrétaire d'Etat britannique pour l'Inde ; les premiers ministres du Canada, de l'Australie, de l'Afrique du Sud et de Terre-Neuve, et environ 70 fonctionnaires du Foreign Office.

M. Bonar Law voyagea en avion

Londres, 11 janvier. — M. Bonar Law et son secrétaire se proposent de se rendre demain en France en avion, si le temps le

permet. Il est probable que M. Bonar Law fera la navette entre Paris et Londres en avion, chaque fois que cela sera possible.

L'aménagement des locaux

L'aménagement des salons du palais des Affaires étrangères a été activement mené. Des hier matin, tout était prêt. On a retiré du vestibule qui suit le porcelaine d'honneur les plantes vertes qui y avaient été placées pour les visites des chefs d'Etats alliés.

Les pièces qui se trouvent à gauche, en façade sur le quai d'Orsay ont gardé leur décoration et leur aménagement habituels. Elles serviront de salons de réception pour les délégués. Aussiôt franchie l'antichambre, on accède au salon du Congrès, puis à celui des Ambassadeurs, pour arriver à l'imposant salon de l'Horloge, transformé pour la circonstance : là se tiendront les séances préliminaires. Au pied de la cheminée monumentale, une table a été disposée pour les membres du secrétariat général de la Conférence. Le milieu de la pièce est occupé par une immense table, disposée en « fer à cheval » et convertie de drap vert. Sur le pourtour, se trouvent les tables réservées aux secrétaires sténographes des différentes délégations. Les chaises sont laquées gris et couvertes en tissu de la Savonnerie. Une soixantaine de personnes pourront trouver place dans ce salon. Les délégations s'installent par ordre alphabétique.

On pénètre ensuite dans la galerie de l'Horloge, dominant sur les jardins et où se réuniront les délégués pour les entretiens et les travaux spéciaux.

Enfin, pour en terminer avec la visite du rez-de-chaussée, voici la salle à manger, réservée pour la Conférence définitive de la paix ou pour les séances importantes. Autour de la table en fer à cheval pourront s'asseoir cent trente personnes. En raison de l'obscurité de la pièce, il faudra constamment éclairer.

MM. Pichon, ministre des Affaires étrangères ; André Tardieu, haut commissaire aux Affaires franco-américaines, et Dastès, secrétaire général de la délégation, ont visité hier matin les locaux du rez-de-chaussée.

Dans les locaux du premier étage, ont été aménagés des bureaux pour les commissions.

Une interpellation de M. Renaudel

M. Pierre Renaudel, député socialiste du Var, vient d'écrire au président de la Chambre pour le prier d'aviser le président du Conseil qu'il désireait l'interpellation sur la composition et les pouvoirs de la délégation de la France à la Conférence de la paix.

LINGE AMERICAIN HYATT

SPARTACIENS CONTRE MAJORITAIRES

L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'EXCELSIOR fait le récit des combats de rues dont Berlin vient d'être le sanglant théâtre

Il décrit notamment la bataille meurtrière qui s'est déroulée pour la possession de la porte de Brandebourg, qui, finalement, resta aux mains des troupes gouvernementales.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

BERLIN, 8 janvier. — Dans la soirée du dimanche 5 janvier, Berlin fut noyée sous une pluie fine et continue qui accentua encore la profonde tristesse de la ville. Les rues, pourtant, n'étaient pas désertes, et de nombreux groupes s'arrêtaient sur les trottoirs. Au passage, on percevait d'inquiétants chuchotements.

Dès neuf heures du matin, le lendemain, en plein centre de la capitale, ces groupes se firent plus nombreux et plus animés. Devant la Friedrichstrasse, à la station du Métropolitain, une femme vendait le *Vorwärts*, journal qui, à ce

Certains s'abritaient derrière les délabrés et les arbres.

Cette vive alerte ne refroidit ni la riosité des badauds ni l'enthousiasme des manifestants.

Tout l'après-midi, la Wilhelmstrasse fut ensanglantée par un vil comte du ministère de la Guerre, chancellerie étaient les ennemis. Les nades à main, et même les lance-bombes, furent utilisés. Beaucoup de morts restèrent sur le carreau. Vers heures, enfin, le gouvernement prit des mesures très énergiques et réussit à tayer tout le quartier compris entre la porte de Brandebourg, la Wilhelmstrasse, la Leipzigerstrasse et la Willemsstrasse. La circulation fut complètement interrompue. Aucune auto pouvait rouler, et toute personne sortait de son domicile devait se accompagner par un soldat, lequel, ce jour-là, le lourd casque de

AMBASSADE FRANÇAISE

Je vis sortir de notre ambassade auto montée par des officiers et des dats français. Un soldat allemand tenait sur le marchepied. A chaque trouille, à chaque cordon d'hommes, rant la rue — et il y en avait bien tous les dix mètres — l'auto était chée en jure : — *Halt !*

La voiture s'arrêtait. Le soldat a mand criait : « Ambassade française. Aussitôt ses camarades abaissaient les fusils et saluaient.

La nuit dernière, une colonne de manifestants spartaciens se rendit à la caserne des pionniers de la garde, pemkerstrasse. Ce régiment passa à être très attaché au gouvernement, révolutionnaires s'approchèrent du hôtel, qu'ils envahirent.

C'est pour ça que les soldats de la cause commune avec eux. Les hommes refusèrent. Immédiatement, les spaciens mirent des mitrailleuses en ba-

rie et criblèrent les fenêtres de balles. Les pionniers ripostèrent par une fusade nourrie qui força les émetteurs de se retirer, laissant sur place morts et blessés. Les soldats continuèrent à maudire de ter sur le qui-vive, de nouveaux groupes signalés aux alentours de la caserne.

« Vers onze heures et demie, le parlementaire arriva et mit d'accord les occupants en demeure de livrer les bâtiments aux chefs de la Révolution. Sur ce nouveau refus, les spaciens amenèrent deux pièces de campagne commencent le tir. Douze obus vinrent frapper les locaux. Les pionniers se fendirent de plus belle, mais l'opération coûta un mort et sept blessés.

« Le bombardement devenant de plus en plus violent, les assiégés se déclarèrent prêts à déposer les armes. Les spartaciens prirent alors possession des bâtiments.

QUELQUES TRACTS

A l'issue de ces batailles de rues, j'ai toujours observé le même fait. Que vainqueurs soient des spartaciens ou des partisans d'Ebert, les choses se passent de façon identique. Dès que combattants se sont rendus maîtres du quartier, ils l'inondent de tracts, de programmes politiques à profusion. Ils ramassent les plus typiques d'entre eux, les feuilles de propagande. En voici d'extraits :

« Non, les choses ne peuvent plus continuer ainsi. Si nous ne renouons pas nous-mêmes à la raison, l'Entente nous amènera de force, car notre vie économique est la guerre des espoirs que l'Entente nous a enlevés. Mais, alors, adieu les comptes de la Révolution ! Adieu la journée huit heures ! Adieu la liberté ! Nous nous dévotons et plus de travail, des larmes de sang, un labeur forcé sous ordres étrangers !

« Quittez immédiatement votre travail rendez-vous, avec vos amis, devant les timbrons du gouvernement, 77, Wilhelmstrasse, pour manifester.

« Manifestez en masse !

« Montrez que vous êtes assez braves pour défendre, par vos propres forces, votre liberté, votre droit et les droits de nos parti.

« Le comité social-démocrate de l'arrondissement Gross-Berlin (S.P.D.) : THEODOR FISCHER, FRANZ KRÜGER, AUGUST PATSCH.

Tous les tracts que j'ai recueillis dans les rues de Berlin après des combats meurtriers sont rédigés dans le même style et révèlent des sentiments analogues.

Gustave ROLLEY



SPARTACIENS ARMÉS DANS L'UNTER DEN LINDEN

(Photo de notre envoyé spécial)

moment, se trouvait encore au pouvoir des spartaciens. Le public arrachait les feuilles et les déchirait.

A dix heures et demie, j'aperçus Liebknecht, souriant, qui, en compagnie de quelques partisans, passait en taxi l'Unter den Linden. Une demi-heure plus tard, des groupes importants de manifestants arrivaient. Ils venaient de tous les quartiers, et, passant par la porte de Brandebourg et l'Unter den Linden, se dirigeaient vers la Friedrichstrasse, ouvriers, matelots et soldats mêlés, portant tous le brassard rouge : « République des soldats » brandissant bien haut des drapeaux rouges et des pancartes. Des femmes les suivaient, précédant les défilés, encore en uniforme ou en civil, qui portaient sur l'épaule des mitrailleuses et des fusils.

LA BATAILLE COMMENCE

Entre une et deux heures, les magasins, les hôtels se fermentent, et la bataille de rues commence.

Les spartaciens, s'étant emparés de la porte de Brandebourg, y avaient installé des mitrailleuses, et pouvaient en enfilade l'Unter den Linden. Pour les en chasser, les troupes gouvernementales s'installaient sur les toits voisins. Je distinguais des spartaciens qui, par signes, demandaient du renfort du côté du Tiergarten. Ce renfort n'arrivait pas. Après une lutte de trois heures, lutte acharnée et sanglante, les partisans d'Ebert envahirent la position.

LA JOURNÉE DE MARDI

La bataille reprit le lendemain matin, vers deux heures. A quatre heures et demie, les mitrailleuses faisaient rage. On apprit qu'Eichhorn se trouvait aux côtés de Liebknecht.

De bonne heure, je descendis dans la rue. Un soldat français m'apprit que les bolcheviks berlinois avaient volé l'automobile mise à la disposition du général Dupont, chef de la mission française, par le gouvernement allemand. Les armes de l'arsenal de Spandau se trouvaient entre leurs mains.

La porte de Brandebourg était, comme la veille, le centre du combat. La foule s'y rendait en masse pour assister aux phases de la bataille, comme s'il se fût agi d'une manifestation joyeuse. Ce mélange de combattants et de badauds était extrêmement curieux.

Les spartaciens s'étaient emparés de deux autos-mitrailleuses. Brusquement elles débouchèrent sur la Parizer-Platz ; un coup à blanc, puis, presque immédiatement, la rafale terrible.

La foule fut fauchée. Ceux qui, indommes, ne tombaient pas naturellement, se jetaient à terre par précaution.



OBSEQUES DES VICTIMES DEVANT LA PORTE DE BRANDEBOURG



ARRIVÉE DE M. NOULENS (X) A LA GARE DU NORD

LES CONTES D'EXCELSIOR

LETTRES

D'UN JEUNE AMÉRICAIN

PAR ABEL HERMANT

XVI

Paris, 10 janvier 1919.

Chère Bessie, je vous annonce une heureuse nouvelle inespérée. Aussitôt revenu d'Amérique, j'ai appris que je dois retourner en Amérique par le plus prochain transport. Cette lettre est sûrement la dernière que je vous écrirai.

Il est même inutile que je vous l'écrive, puisqu'elle voyagera en même temps que moi et vous sera sans doute remise le lendemain de mon arrivée. Il serait encore plus inutile d'écrire si je faisais le voyage dans l'autre sens, parce que, en France, elle serait distribuée seulement cinq ou six jours plus tard. De ce côté-ci de l'eau, le service postal est si péniblement affecté par les menaces de la guerre civile que l'on ne peut tout changer sans risque de guerre : on ne peut tout changer sans risque de guerre : on ne peut tout changer sans risque de guerre.

Quand je pense, mon amour, que je dois si tôt vous revoir, je ne crois pas à un tel bonheur. C'est un rêve ! Je n'essaie pas de vous dépendre ma joie. J'ai peine moi-même à l'imaginer.

Vous ne réalisez pas ? me dit Mme Bernard. (Elle parle ainsi anglais en français, je suppose, afin de m'honorer ou pour me montrer qu'elle sait notre langue.)

Je lui réponds avec force :

Non, madame Bernard, je ne fais pas. Et les enfants éclatent de rire, car, chère Bessie, quand moi je parle anglais en français, c'est pour moi, tout le monde rit. C'est curieux, n'est-ce pas ? Si elle traduit un de nos idiomes, personne ne le trouve comique, et j'ai soin de garder mon sérieux.

Vous allez craindre, chère Bessie, que les petits ne manquent de cœur, puisqu'ils éclatent de rire quand ils vont avoir la douleur de me perdre. Mais ils font ainsi très rarement. Le plus grand d'eux, mon petit, ne pleure et sanglote. M. Bernard elle-même n'a pu apprendre sans émotion la fatale nouvelle, et j'ai remarqué que M. Bernard essayait plusieurs fois son lorgnon. Il a cependant le contrôle de soi. Je me flatte d'être également un homme très énergique, et j'ai fondé en larmes chaque fois que j'ai vu pleurer les enfants, ou la vieille femme de chambre et le vieux maître d'hôtel, qui m'adorent !

C'est pour ce motif, chère Bessie, que je vous disais : « J'ai peine à imaginer ma joie, j'essaierai de vous la faire partager. » Celui qui n'aurait pas le fond de mon cœur penserait que je suis bien à plaindre et que, pour moi, rien de plus triste que de me voir ainsi pleurer. Mais je suis réellement si heureux de revenir dans mon pays, dans ma maison, et d'être à l'abri de vous, chère femme, que je ne puis comprendre pourquoi je pleure toute la journée.

Le départ étant demain samedi, hier jeudi les enfants ont déclaré qu'ils voulaient sortir avec moi, pour une dernière promenade. Je ne savais qu'inventer pour les distraire du chagrin que je leur cause. Je leur ai offert de les emmener au théâtre en matinée ; mais Georges a secoué la tête et a dit :

« Je n'ai pas envie d'aller voir une pièce que je serais trop vexé si elle me faisait rire ; et je ne pourrais pas écouter jusqu'au bout une pièce triste. D'ailleurs, j'ai déjà tant pleuré que j'ai horriblement mal à la tête. »

« Moi aussi, dit Paul. »

« J'aimerais mieux, reprit Georges, un spectacle de circonstance. Une idée ! Si nous allons voir les inondations ? »

« Oui ! cria Paul en battant des mains. Georges le gronda très fort d'avoir l'air joyeux. Il baissa la tête et fut penaud. J'allai aussitôt demander à M. et à Mme Bernard la permission de conduire les petites choses jusqu'aux rives du fleuve en furie. Mais je trouvai M. Bernard très nerveux, et il cria : « Voilà bien une idée d'enfant ! Les inondations ! C'est gai, les inondations ! Savez-vous ce que le concierge vient de m'apprendre ? Il paraît qu'en 1910 les caves de cette maison, où nous n'habitons pas encore, ont été envahies par les eaux. Je n'ai que le temps de procéder au sauvetage de mon charbon. Mon pauvre charbon, que j'ai eu tant de mal à réunir, sac par sac ! »

« Et à quel prix ! dit la bonne Mme Bernard. »

« Ou veut-on que je le gare ? Dans le salon ? »

Les enfants m'avaient suivi. Paul se mit à pleurer subitement. Je le suppliai de me dire pourquoi il pleurait. Il me répondit : « Je pense que, si j'y avais une alerte ce soir, vous ne pourriez pas descendre avec nous dans la cave, puisqu'elle va être inondée. »

N'est-ce pas touchant ? Mais M. Bernard fut encore plus fâché, et cria : « Que diable voulez-vous que ça me fasse ! Allez voir les inondations, si ça vous amuse ! »

« Papa, répondit Georges avec dignité, ça ne nous amuse pas du tout ; et c'est justement parce que ça ne nous amuse pas que nous avons envie d'y aller, quand nous avons tant de chagrin. »

M. Bernard haussa les épaules, et descendit aussitôt à la cave pour aider le domestique à déménager le précieux charbon. Les enfants s'habillèrent comme le dimanche, et nous partîmes tous les trois. Georges marchait à ma droite, Paul marchait à ma gauche, et ils voulaient me donner la main. D'abord, nous ne parlions presque pas parce que nous étions tristes ; mais il est très difficile aux enfants de garder longtemps le silence, et nous n'étions pas encore arrivés au bord de l'eau que nous avions déjà recommencé de parler tous les trois ensemble, sans nous attendre, comme d'habitude.

Il y avait une grande foule le long des quais, et je dois vous avouer, chère Bessie, que le spectacle n'était pas du tout de circonstance ; car le fleuve semblait méchant, mais la bonne humeur des gens qui le regardaient faisait plaisir à voir. Les Parisiens ont réellement un heureux caractère. Ils s'intéressent beaucoup (mais en se moquant) à des ouvriers qui faisaient sur le quai de petits tas de sable (comme les bébés au bord de la mer), et qui ne leur donnaient pas plus de cinquante centimètres de hauteur, afin que la crue les emportât ce soir et que tout fût à recommencer demain matin.

Un autre endroit, des soldats américains enveloppaient soigneusement de bâches des tas de charbon qu'ils ne pouvaient plus retirer, et

3 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

LES NATIONS ALLIÉES NE VEULENT PAS CAUSER AVEC LES BOLCHEVIKS

C'est la France qui a pris l'initiative d'un refus, mais elle a été approuvée par les autres alliés.

Au cours de la seconde quinzaine de décembre, l'ambassade anglaise avait remis à M. Pichon, une note, également adressée à Rome, à Washington et à Tokio, note tendant à envoyer un message au gouvernement des Soviets, à Moscou, ainsi qu'aux gouvernements d'Omisk, d'Ekaterinodar, d'Arkhangelsk, afin de les inviter à cesser la guerre civile et à faire la paix avec les États voisins.

Tout en rendant justice à la générosité de cette initiative, M. Pichon répondit en substance qu'il ne lui paraissait pas possible de reconnaître comme gouvernement régulier le régime criminel des bolcheviks et que, si les Alliés avaient la faiblesse d'entretenir des relations avec lui, ils démontreraient les principes de justice et de droit qui font leur force et leur honneur.

Depuis lors, les gouvernements de Londres et de Washington ont fait savoir à M. Pichon qu'ils se ralliaient entièrement au point de vue français en l'espèce.

M. Lloyd George est arrivé hier soir à Paris

M. Lloyd George, premier ministre du Grand-Bretagne, est arrivé à Paris, hier soir, par le train de Boulogne-sur-Mer.

Il a été reçu, sur le quai de la gare, par M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, qui lui a souhaité la bienvenue.

M. Lloyd George était accompagné de Mlle Lloyd George, sa fille, de M. Bonar Law, lord du Sceau privé, de sir Robert Borden, premier ministre du Canada, de M. Hughes, premier ministre d'Australie, des premiers ministres de l'Afrique du Sud et de Terre-Neuve, du maharajah de Bikanir, de plusieurs officiers indiens, et d'une suite nombreuse.

Une déclaration de M. Pichon

LONDRES, 11 janvier. — Le Daily Telegraph publie une déclaration de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, et délégué à la Conférence de la paix, sur l'aspect que la France envisage dans cette Conférence. Voici les termes de cette déclaration :

« A la veille de sa participation à la Conférence où la paix sera conclue, la France reste fidèle à l'esprit qui l'a poussée à prendre les armes et qui l'a soutenu pendant de longues et cruelles épreuves. Elle est entrée en guerre pour se défendre contre une agression odieuse et pour assurer une paix véritablement juste et durable. La justice seule peut servir de base à une paix durable. La France espère donc, tout en réparant les injustices anciennes, régler les choses de manière à ce que cette guerre, qui fut la plus sanglante de l'histoire, ne se reproduise plus dans l'avenir. »

M. Bratiano en route pour Paris

BUCAREST, 11 janvier (via Salonique). — M. Bratiano, président du Conseil, a quitté Bucarest aujourd'hui, se rendant à Paris où il assistera à la Conférence de la paix en qualité de président de la délégation roumaine.

Le pape et la Conférence

ROME, 11 janvier. — L'Osservatore Romano déclare sans fondement la nouvelle publiée par les journaux selon laquelle le pape s'efforcerait d'obtenir l'appui du président Wilson pour être admis à prendre part à la Conférence de la paix. L'Osservatore Romano dément de même la nouvelle suivant laquelle le Vatican aurait fait parvenir aux ambassades des États-Unis en France, en Italie et en Grande-Bretagne un mémoire sur la question de la Palestine où est exposée la thèse du Vatican.

Le roi des Belges en avion

BRUXELLES, 11 janvier. — L'Étoile Belge signale que le roi a fait hier matin une promenade aérienne avec l'aviateur Crombez. Une panne de moteur obligea l'aviateur à atterrir à trois kilomètres d'Oudignies. L'atterrissage eut lieu sans accident.

Un nouvel attentat contre M. Padereusky

BALE, 11 janvier. — Selon une dépêche privée de Varsovie à la National Zeitung, un nouvel attentat aurait été commis hier contre M. Padereusky, qui serait légèrement blessé.

Le Palais et la guerre

Le Conseil de l'ordre des avocats a chargé le bâtonnier Henri-Robert de faire les démarches nécessaires à l'édification, dans la salle des Pas-Perdus, d'un monument destiné à honorer la mémoire des membres de la famille judiciaire morts pour la patrie. Une souscription sera prochainement ouverte au secrétariat de l'ordre pour ce monument.

Un second monument sera destiné à commémorer spécialement le souvenir des avocats du barreau de Paris morts pour la France. C'est un grand bas-relief de bronze, qui sera placé dans la salle de conférences de l'ordre et dont l'auteur est M. Raymond Persin.

Paul se mit d'abord à rire, parce qu'ils lui rappelaient son père, en train de déménager la cave, puis à pleurer, parce qu'il ne peut plus voir sans pleurer un seul soldat américain. Je dus, pour le consoler, l'emmener voir le zouave du pont de l'Alma (dont je vous envoie ci-joint la photographie), et il fut en effet consolé, tant il trouva drôle que ce soldat de pierre est de l'eau jusqu'à la ceinture. Il était cependant mal à sa santé lorsque nous renâmes, et j'ai grand-peur qu'il ne tombe malade à cause de moi. Moi-même, je craindrais de tomber malade de chagrin ; mais je suis d'autre part trop heureux de penser que nous serons bientôt et à jamais réunis, chère femme, pour le meilleur et pour le pire.

ABEL HERMANT.

MAJORITAIRES ET SPARTACIENS ONT CONVENU DE FAIRE TRÊVE

Les soldats et ouvriers, las de la guerre de rues, ont imposé aux deux partis une suspension d'armes. Les chefs se sont soumis par crainte de se voir abandonnés de leurs troupes.

Une nouvelle fluctuation s'est produite dans la situation de Berlin. Dans la soirée du 10, on attendait une action décisive de la part des troupes du gouvernement. C'est le contraire qui s'est produit. Une sorte de lassitude semble s'être emparée des gouvernements, qui ont demandé une trêve aux spartaciens.

L'état d'esprit de la population berlinoise a également contribué à ce résultat. Elle est fatiguée de la guerre des rues et souhaite une réconciliation. Une grande réunion ouvrière, qui comptait, dit-on, jusqu'à 40.000 assistants, a voté une motion en faveur de l'entente entre les trois fractions du parti socialiste : majoritaires, indépendants et spartaciens.

Ebert et Scheidemann continuaient, pendant ce temps, à tenir un langage énergique et à annoncer une répression impitoyable. Ils appelaient de nouvelles forces à Berlin, et notamment des contingents de Pologne. Derrière cette énergie de façade, il n'est pas sûr que le gouvernement cache pas la tentation d'en finir, par une transaction, qui serait un succès incontestable pour le groupe Spartacus.

L'artillerie bombarde le "Vorwärts"

BALE, 11 janvier. — Les troupes gouvernementales ont bombardé d'un moment à l'autre.

La Gazette de Francfort dit que ce matin, à 8 heures, l'attaque a commencé contre le Vorwärts par le feu de l'artillerie.

Des occupants du Vorwärts avaient posé plusieurs mitrailleuses et des lance-mines ; ils avaient des grenades à main à profusion, même un canon servi par de nombreux civils, des soldats et des marins. Sous les coups de l'artillerie gouvernementale qui tirait de la Lindenstrasse, la façade du Vorwärts s'écroula rapidement, couvrant les trottoirs de débris et ensevelissant les mitrailleuses et les servants qui avaient pris position.

Le combat prit fin vers 11 heures par la reddition des spartaciens. Leurs pertes sont considérables. Trois cents prisonniers sont restés aux mains des gouvernementaux.

Une partie des bâtiments ont été incendiés sous l'effet des lance-mines employés par les assaillants, qui ont très peu de morts.

La lutte continue encore autour des immeubles Nasse et Ullstein.

Le succès des gouvernementaux est inévitable. Des combats sont en cours en certains points de la ville, comme à la gare d'Anhalt.

Le mouvement spartacien s'étend en Allemagne

BERNE, 11 janvier. — On annonce que les spartaciens se livrent un peu partout à une grande activité et à de violentes manifestations.

A Munich, les manifestants se sont réunis devant la tombe des victimes des dernières émeutes. On signale aujourd'hui des combats plus intenses entre des bandes de civils armés et les partisans du gouvernement. Celui-ci aurait fait occuper militairement la Theresienstrasse, et une proclamation a été lancée à la population ouvrière. Cette proclamation met les ouvriers en garde contre les manifestations des éléments étrangers.

Pour mettre un terme aux intrigues, toutes les manifestations qui n'auraient pas été approuvées par le Conseil des ouvriers et soldats seront désormais interdites, et ceux qui contreviendraient à ces ordres seront passibles de la Haute Cour. En effet, on essaie à Berlin, ajoute cette proclamation, de déclencher la guerre civile, et celle-ci ne tarderait pas à se propager dans le Sud de l'Allemagne.

Cette proclamation a été signée par tous les conseils d'ouvriers et de soldats de Munich et par tous les groupements socialistes de la ville.

A Dresde, des troubles ont eu lieu. Les attaques des spartaciens se sont dirigées surtout vers les rédactions des journaux. Ceux-ci ont pu jusqu'ici être défendus par les troupes gouvernementales.

C'est en Wurtemberg que les événements semblent revêtir la plus grande gravité. A Stuttgart, des manifestations ont eu lieu, qui ont pris un caractère de violence particulière très marqué, surtout devant les ministères des Affaires étrangères et du Travail. La rédaction du Stuttgarter Tagblatt a été occupée par les spartaciens. Devant la caserne d'infanterie, des coups de feu ont été échangés. On a, pendant quelques heures, arrêté la circulation des trains. Les spartaciens se sont encore rendus maîtres de l'hôtel de ville. Ils ont déclaré le conseil municipal dissous, et les dernières élections ont été annulées. Ces nouvelles, cependant, paraissent un peu prématurées, et il semble que tout soit borné à une crise ministérielle. Les ministres Cispian et Fischer ont donné leur démission et ont demandé aux conseils d'ouvriers et de soldats de procéder le plus rapidement possible à un regroupement du cabinet. Les deux ministres se seraient ralliés à la Ligue Spartacus.

Enfin, on signale des graves incidents dans la région industrielle de Westphalie et du Rhin. Dans 25 exploitations différentes, on compte environ 100.000 grévistes.

A Stuttgart, hier, le Stuttgarter Tagblatt a été occupé de force par les spartaciens ; ceux-ci n'ont permis au journal de paraître qu'à la condition de publier également 100.000 éditions spéciales spartaciennes.

A Düsseldorf, les manifestants spartaciens ont détruit le bureau du Dusseldorfer Tageblatt ; ils ont occupé la gare ainsi que les bureaux du télégraphe.

Les spartaciens consistent maintenant tous les télégrammes.

La République communiste proclamée à Brême

BALE, 11 janvier. — Hier a eu lieu à Brême une grande manifestation. Les socialistes indépendants ont voté une résolution demandant la révocation immédiate du Sénat comme corps administratif, la création d'un commissariat du peuple, l'éloignement des socialistes gouvernementaux faisant partie du conseil des ouvriers, et leur remplacement par des socialistes communistes. Ces revendications ont été transmises au comité d'action du G. O. S., qui les a acceptées.

La République socialiste de Brême a été ensuite proclamée. La loi martiale a été établie pour tous les attentats contre la révolution.

La presse est soumise à la censure préalable.

Un télégramme a été envoyé au gouvernement Ebert-Scheidemann, demandant qu'il quitte le pouvoir.

Un autre télégramme a été envoyé aux bolcheviks russes, exprimant le vœu que la révolution soit victorieuse et profitable dans les deux pays. (Havas.)

Pillages à Berlin

BERNE, 11 janvier. — On télégraphie de Berlin à la Gazette de Francfort :

« Hier, des soldats et des civils armés, armés par une auto militaire, ont pillé le fabricant de cigarets Garbath, la plus importante de toute l'Allemagne. »

Après avoir emporté toutes les marchandises, ainsi que l'argent qui se trouvait dans les caisses, les pillards se transportèrent à la maison d'éditions Büxenstein, qu'ils mirent également à sac.

Un diplomate espagnol malmené à Berlin

MADRID, 11 janvier. — On mande de Berlin : Le comte Pradère, attaché à l'ambassade d'Espagne à Berlin, a été molesté au cours d'une bagarre, pendant une promenade qu'il faisait dans les rues.

Un incident de la bataille

BALE, 11 janvier. — Une dépêche de Berlin signale l'incident suivant : Une bande prussienne est entrée dans une chambre de l'hôtel Adlon où se trouvaient le général américain Harriot ainsi qu'un groupe d'officiers alliés venus à Berlin pour régler le rapatriement des prisonniers de guerre.

Liebknecht aurait été tué

LONDRES, 11 janvier. — D'après le correspondant de l'Evening News à Berlin, qui tiendrait ses renseignements d'une source absolument digne de foi, M. Liebknecht aurait été tué d'une balle dans la tête, au cours d'un combat dans la Zimmerstrasse.

La situation du monde d'après l'Almanach de Gotha

ZURICH, 11 janvier. — La 156^e édition de l'Almanach de Gotha, l'édition pour 1919, vient de paraître. Son étiquetage a donné quelque souci à ses éditeurs. « Jamais, écrivent-ils, nous n'avons eu la préface, depuis un siècle et demi qu'il paraît, l'Almanach de Gotha ne s'est vu en face de difficultés pareilles à celles qui nous obsèdent au moment d'en livrer la 156^e édition au public. Après avoir inséré trois nouveaux articles : Finlande, Pologne, Hongrie, il nous a fallu tout refaire. Les événements sur le théâtre de la guerre ayant de nouveau changé l'aspect de presque toute la vieille Europe. »

Dans la première partie : annuaire géographique des maisons souveraines d'Europe, apparaît une mention nouvelle qui se répète fréquemment : « ci-devant ». On la trouve accolée au nom de Guillaume II, « ci-devant empereur allemand et roi de Prusse » ; à celui de Louis II, « ci-devant roi de Bavière », et à un certain nombre d'autres princes régnants de l'ex-empire d'Allemagne.

Au chapitre Russie, l'Almanach de Gotha apprend que le ci-devant empereur Nicolas II a été assassiné à Ekaterinbourg, le 16 juillet 1918. La tsarine, la tsarévitch et aucune des grandes-duchesses ne sont indiquées comme décedées.

Dans la partie diplomatique, le Gotha enregistre « que, par suite de l'abdication de Guillaume II et de la révolution militaire du 9 novembre 1918, un gouvernement provisoire exerce le pouvoir exécutif jusqu'à la convocation d'une Assemblée nationale constituante. »

Pour l'Autriche, l'Almanach constate que l'ancienne monarchie dualiste, « par suite des événements révolutionnaires des mois d'octobre et novembre 1918, s'est dissoute en plusieurs États nationaux indépendants. »

Au sujet de la Russie, il est dit que, par suite de la révolution politique, l'ancien empire de Russie s'est démembré en plusieurs États « plus ou moins indépendants ». Le Gotha cite onze de ces États : Pologne, Lithuanie, Ukraine, Géorgie, Turkestan, Sibirie, etc.

A la rubrique « Corps diplomatique », on retrouve dans la plupart des pays, en face de l'ambassade allemande, la mention : « Les relations diplomatiques sont rompues depuis. » Pour l'Autriche-Hongrie, la mention généralement adoptée est : « Les relations diplomatiques sont suspendues. »

A noter encore que la notice consacrée à l'armée et à la marine russes contient cette mention : « Sur l'état actuel de l'armée, il n'y a pas de renseignements à donner. »

Les officiers de complément et la Légion d'honneur

Le Journal Officiel publie ce matin une très importante promotion de chevaliers de la Légion d'honneur (officiers de réserve et de territoriale).

Le président du Conseil, dit un communiqué, d'accord avec les vœux exprimés par le Parlement, a tenu à récompenser, après la victoire, « les officiers de complément, qui peuvent, à bon droit, revendiquer une large et glorieuse part dans nos succès. » Cette promotion est d'une importance double des précédentes de même nature.

NOUVELLES BRÈVES

— Tirage des obligations Foncières 500 fr. 3 0/0 1903 : le n° 353.094 est remboursé par 150.000 fr. ; le n° 525.574 par 30.000 fr. ; les n°s 6.292, 208.301, 295.561, 311.773, 329.178, 445.510, 483.290 et 599.875 par 5.000 fr. En outre, 130 lots de 1.000 fr.

— Le capitaine Salomon vient d'être informé, par une dépêche de Lyon, que Torgé et Marquet sont dirigés sur Paris pour être mis à sa disposition. Marquet étant, paraît-il, malade, le docteur Soquet a été commis pour le visiter des son arrivée.

— Le lieutenant Jousset a continué, hier, l'interrogatoire de M. Charles Humbert.

LE LIBAN SOLICITE AIDE ET PROTECTION DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Conseil national, composé de chrétiens et de musulmans, a émis un vote unanime.

Le conseil administratif du Mont-Liban, assemblée élue qui représente toutes les populations libanaises, a pris, à l'unanimité de ses membres — musulmans aussi que catholiques — au cours d'une session spécialement tenue à cet effet, la délibération suivante :

« Une délégation, composée de Daoud bey Ammoun, membre en exercice du conseil administratif du Mont-Liban, premier délégué ; de MM. Mahmoud bey Dounat, membre du conseil administratif ; Abdallah Khatout, premier drogman du gouvernement libanais ; Emile Eddé, avocat ; Ibrahim bey Abou Khatir, ancien préfet ; Abdallah Effendi Hajar, ancien membre du conseil général ; Tamer bey Hemadé, ancien président du tribunal, délégué, présentera le gouvernement autonome du Mont-Liban à la Conférence de la paix pour transcrire et défendre les réclamations suivantes :

« 1^{re} Extension du territoire du Liban actuel à ses limites historiques et géographiques et ses besoins économiques, de manière qu'il puisse constituer un pays capable d'assurer la vie de ses habitants, leur aisance et les besoins d'un gouvernement régulier. »

« 2^e Confirmation de l'autonomie de ce pays par son droit d'assurer son administration et sa justice par ses nationaux. »

« 3^e Institution pour le Mont-Liban d'une chambre représentative élue par le peuple d'après le système de la représentation proportionnelle pour assurer les droits des minorités. Cette chambre aura le droit de légiférer et, journal, de toutes les attributions du Parlement dans les pays démocratiques. »

« 4^e Apport du gouvernement français, pour la réalisation des vœux précités, sa collaboration avec l'administration nationale pour répandre l'instruction publique, assurer le progrès du pays, effacer les causes de dissentiments et de discorde, assurer la marche des différents services sur les principes de la justice, de la liberté, de l'égalité, et, enfin, garantir par ledit gouvernement français de notre indépendance, de manière à la protéger contre toute atteinte. »

Un discours de M. Tardieu au cercle Volney

Hier soir, au dîner franco-américain du cercle Volney, M. André Tardieu, commissaire général aux Affaires de guerre, française et américaine, et délégué à la Conférence de la paix, a prononcé, sur les principes de la Conférence, un discours substantiel.

Après avoir dit que la tâche des délégués n'est pas seulement d'assurer le règlement de la guerre, mais aussi de poser les bases d'une organisation nouvelle des relations internationales dans le monde, par l'accord des gouvernements et des peuples, M. Tardieu a poursuivi en ces termes : « Il n'y a pas deux questions d'essence différente, traitée de paix et Ligue des nations ; il n'y en a qu'une, car la Ligue des nations ne peut être fondée que par le traité de paix, et c'est aux principes mêmes qui caractérisent la Ligue que le traité empruntera les bases de ses clauses particulières. »

Aux côtés de M. Badon-Pascal, qui présidait le dîner, nous avons remarqué : MM. Clément, ministre du Commerce ; Loucheur, ministre de la Reconstruction industrielle ; Millerand, président du Congrès des ingénieurs civils ; le major Case, chef de la mission des ingénieurs américains en France ; le lieutenant-général Henderson, commandant la place de Valenciennes ; le colonel Faurand, président de la commission Rockefeller contre la tuberculose ; le rabbin Stephen Wise, ainsi que de nombreuses personnalités américaines, britanniques et françaises. — H. L.

Les machinistes veulent réorganiser les spectacles

Le Syndicat des machinistes et accessoiristes de Paris vient d'élaborer un programme de réorganisation et de revendications. Ce programme a été adressé aux directeurs des salles de spectacles. Ce n'est pas la première fois, depuis la guerre, que les machinistes tentent de préciser leur attitude et leurs aspirations. Ils ont déjà obtenu, des directeurs, diverses améliorations à leur sort, mais ils sont loin d'être satisfaits. Le programme dont ils poursuivent la réalisation renferme d'ailleurs des idées excellentes : « L'industrie du spectacle — industrie de luxe, soit, mais qui, aux moments les plus critiques de la tourmente, a été reconnue indispensable — ne doit pas, du fait de la fin de la guerre, s'effriter, mais au contraire redoubler d'activité », et, à cet effet, ils proposent la création d'une commission d'études permettant de régler le travail de la machinerie théâtrale, le rétablissement de la stabilité des emplois, la collaboration étroite des chefs machinistes, la restitution à ceux qui reviennent des armées de leurs emplois d'avant-guerre, l'organisation des cours professionnels, etc.

Ce qui constitue la majeure partie du programme syndical, c'est un chapitre de protestations et de revendications. Les machinistes et accessoiristes demandent l'abolition du trust des spectacles, la disparition des agences de placement, l'établissement d'un barème de salaires minima en rapport avec la cherté et les difficultés de la vie, la reconstitution des brigades de nuit, la suppression du travail de nuit, et, autant que possible, celle des heures supplémentaires. L'application de la journée de huit heures, etc.

M. Alphonse Franck, président de l'Association des directeurs de théâtre de Paris, a bien voulu nous donner son opinion au sujet des doléances exposées dans le programme du Syndicat des machinistes et accessoiristes :

« Je suis d'autant plus embarrassé pour vous répondre, nous a-t-il dit, que je n'ai pas encore reçu le programme en question. Je pressens qu'il contient une foule de points délicats que, mes confrères et moi, nous avons besoin d'examiner en détail et auxquels il nous faudra réfléchir avant de pouvoir prendre une décision quelconque. Nous sommes tout disposés à accueillir avec la plus grande bienveillance les nouvelles revendications des machinistes, dans ce qu'elles ont de juste et d'utile, mais je ne puis m'engager dans une déclaration faite à la légère. Il est indispensable que je réunisse l'Association des directeurs à cet effet. — G. L.

LA BAISSÉ DE LA SEINE A CONTINUÉ HIER

La décroissance fut, au pont d'Austerlitz, de 36 centimètres. Le débit de la Marne a également diminué.

Malgré quelques pluies, heureusement sans grande importance, la Seine a continué de baisser hier.

En amont, en effet, l'Yonne avait baissé de 15 centimètres à la Chabotte, dont l'échelle indiquait hier matin 2 m. 10. Dans la Haute-Seine, on relevait également des côtes en diminution de 25 centimètres à Montceau, 3 m. 34 ; de 22 centimètres à Varennes, 4 m. 83 ; de 34 centimètres à Melun, 4 m. 11 ; de 37 centimètres à Corbeil, 3 m. 52 ; de 36 centimètres à Port-aux-Français, 7 m. 47.

Dans la Marne, on observe une baisse analogue : à Châlifert, le niveau est à 3 m. 93, soit une baisse de 4 centimètres.

Il est résulté de l'ensemble de ces baisses que, dans Paris, la cote était à

